



CONSEIL COMMUNAL DU 3 MARS 2016
GEMEENTERAAD VAN 3 MAART 2016

REGISTRE

REGISTER

Présents	Didier Gosuin, <i>Président /Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Christophe Magdalijs, <i>Bourgmestre f.f./Burgemeester d.d.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.</i>
Excusés	Christian Coppens, Valérie Cops, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ;
Verontschuldigd	Véronique Jamouille, Elise Willame, Nathalie Masset, Jean-Claude Vitoux, Suzanne Coopmans, Vanessa Rigodanzo, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.</i>

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

03.03.2016/A/0001 **Secrétariat**

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28.01.2016 - Approbation

Le procès-verbal de cette séance est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Secretariaat

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 28.01.2016 - Goedkeuring

Het proces-verbaal van deze zitting wordt met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

03.03.2016/A/0002 **Secrétariat**

Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette (EUR)	Article Budgétaire
#002/12.01.2016/B/0042#	Espace Public	Remplacement de châssis au cs du Souverain - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	45.000 €	722/72460
#002/12.01.2016/B/0045#	Espace Public	Réparation et modification du groupe hydrophore alimentant la chaudière à la crèche des Mômes - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Travaux imprévus - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	5.849,37€ tvac	722/72460
		Placement de tentes solaires		

#002/19.01.2016/B/0021#	Espace Public	au cs du Pré des Agneaux et à la crèche des Mômes - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	25.000 €	722/72460 844/72460
#002/19.01.2016/B/0022#	Espace Public	Remplacement de 3 portes extérieures au cs du Souverain, de 3 portes extérieures au cs du Pré des Agneaux et de la porte d'entrée du pavillon "Stratégie" - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépenses - Désignation des firmes à consulter	42.500 €	722/72460 761/72460
#002/19.01.2016/B/0055#	Bibliothèque	Abonnement à l'Encyclopaedia Universalis en ligne - marché par procédure négociée sur simple facture	1017	767/12448

		acceptée - désignation du fournisseur		
#002/19.01.2016/B/0056#	Bibliothèque	Fourniture de documents aux bibliothèques communales francophones- choix du mode de passation du marché- approbation du cahier spécial des charges	23500	767/12448
#002/26.01.2016/B/0022#	Espace Public	Extension du marché relatif à la mission d'ingénieur en stabilité, techniques spéciales, note technique et conseil en PEB destiné à aménager une zone d'activité et de stockage pour la Voirie au stade communal - Désignation de l'adjudicataire	3.675,38 € TVAC	876/72560
		Pose de film occultant pour vitrage au cs du Pré des Agneaux, pavillon des Arums et crèche des Poneys - Marché par		

#002/26.01.2016/B/0025#	Espace Public	procédure négociée sur simple facture acceptée - Travaux imprévus - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	5.332,71€ tvac	722/7246
#002/26.01.2016/B/0026#	Espace Public	Remplacement d'un châssis au Pavillon Stratégie - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Travaux imprévus - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	961,43€ tvac	100/7246 "Travaux Imprévus tous bâtiments'
#002/26.01.2016/B/0027#	Espace Public	Remplacement de la cheminée du centre sportif Willegems- Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	17500	7642/724.
		Travaux Imprévus en		

#002/26.01.2016/B/0030#	Espace Public	Voirie (année 2016) - Marché par Procédure Négociée Sans Publicité – Fixation des conditions – Approbation de la dépense – Désignation des firmes à consulter	49990	421.735.6 "Travaux imprévus trottoirs et voirie"
#002/02.02.2016/B/0027#	Espace Public	Mise en conformité des portes incendies à la voirie - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	27500	7642/724.
#002/09.02.2016/B/0008#	Sport	Création d'un espace de fitness extérieur aux Jardins du Fair-Play aux abords du Centre sportif Willegems - Marché par Procédure Négociée Sans Publicité sur Simple Facture Acceptée - Approbation de la dépense -	7769,11	764/6655€

		Désignation de		
		l'adjudicataire		100/72460
#002/09.02.2016/B/0012#	Espace Public	Installation de portes de sécurité au cs du Souverain - Travaux imprévus - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	80.000€ tvac	investir divers en matière de sécurité et bien être a travail - 761/72460 Mise en conformité alarme incendie a pavillon "Stratégie 100/72460 Travaux imprévus bâtiment
#002/09.02.2016/B/0015#	Espace Public	Remplacement d'un boiler hommes - femmes à la voirie - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	3953,07	138/724.6 remplacer d'un boiler douches hommes-femmes à voirie»
#002/09.02.2016/B/0016#	Espace Public	Remplacement des portes d'accès aux locaux techniques salle Willegems- Marché par procédure négociée sans	25000	7642/724.

		publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter		
#002/09.02.2016/B/0017#	Espace Public	Rénovation HVAC du Centre Scolaire « Les Marronniers » – Passation d’un marché pour compte – Désignation de l’adjudicataire – Récupération des frais	32.123,38€ tvac	722/7246
#002/09.02.2016/B/0018#	Espace Public	Rénovation des faux plafonds de la buvette de l'Eveil TT- Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	12500	7642/724.
#002/09.02.2016/B/0020#	Espace Public	Rénovation des murs des cages d'escalier de la Maison Communale - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense -	15.000 €	104/7246

		Désignation des firmes à consulter		
#002/09.02.2016/B/0021#	Espace Public	Réparation de la grue Hiab - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	2364,12	136/74552
#002/09.02.2016/B/0022#	Espace Public	Réparation du camion n°15 - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	1467,95	136/74552
#002/09.02.2016/B/0033#	Enseignement - Formation	Centre scolaire "Les Marronniers" - Nouvelle construction - Achat de matériel de cuisine.	4426,31	722/74451

PREND ACTE :

- de la passation des marchés par procédure négociée sans publicité susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikels 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Beğ ar
#002/12.01.2016/B/0042#	Publieke Ruimte	Vervanging van de vensters op de cs du Souverain - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring va de uitgave - Aanduiding van de firma's	45.000 €	722/
#002/12.01.2016/B/0045#	Publieke Ruimte	Reparatie en modificatie van hydrofoor groep van de ketel van de kribbe "les Mômes" - Opdracht per onderhandelingsprocedure op een aanvaarde factuur - Onvoorziene werken - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	5.849,37€ tvac	722/
#002/19.01.2016/B/0021#	Publieke Ruimte	Zonnetent plaatsing op sc du Pré des Agneaux en kribbe "les Mômes" - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	25.000 €	722/ 844/
		Vervanging van 3 buitendeuren op cs du		

#002/19.01.2016/B/0022#	Publieke Ruimte	Souverain, 3 buitendeuren op cs du Pré des Agneaux en de buitendeur op "pavillon Stratégie" - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	42.500 €	722/ 761/
#002/19.01.2016/B/0055#	Bibliotheek	Abonnement op Encyclopaedia Universalis on line - onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur - aanduiding van de aanbesteder	1017	767/
#002/19.01.2016/B/0056#	Bibliotheek	Boekenaankoop voor de franstalige gemeentelijke bibliotheken - keuze van de gunningsprocedure van de overheidsopdracht - goedkeuring van het bestek	23500	767/
#002/26.01.2016/B/0022#	Publieke Ruimte	Uitbreiding van het opdracht betreffend de taken van de ingenieur in stabiliteit, speciale technieken, technisch advies en opmerking voor PEB voor de aanleg van een activiteitzone in het gemeentestadion	3.675,38 € TVAC	876/
#002/26.01.2016/B/0025#	Publieke Ruimte	Installatie van glasfolie voor beglazing in cs du Pré des Agneaux, pavillon Arums en kribbe les Poneys- Opdracht per onderhandelingsprocedure op een aanvaarde factuur - Onvoorziene werken - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van	5.332,71€ tvac	722/

		de opdrachtnemer		
#002/26.01.2016/B/0026#	Publieke Ruimte	Vervanging van een venster van de "Pavillon Stratégie" - Opdracht per onderhandelingsprocedure op een aanvaarde factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	961,43€ tvac	100/ "Tra Impr tous bâtir
#002/26.01.2016/B/0027#	Publieke Ruimte	Vervanging van de schoorsteen van het sportcentrum Willeghems - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	17500	7642
#002/26.01.2016/B/0030#	Publieke Ruimte	Onvoorziene Werken (jaar 2016) - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de firma's	49990	421. "Tra impr trott voiri
#002/02.02.2016/B/0027#	Publieke Ruimte	inzet in overeenstemming van de deuren brand aan het wegennet - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	27500	7642
		Creëren van het buitenlandse ruimte van fitness aan de Tuinen van het Fair Play in de omgeving van het		

#002/09.02.2016/B/0008#	Sport	Sportcentrum Willegems - Opdracht via onderhandelingsprocedure op eenvoudig aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	7769,11	764/
#002/09.02.2016/B/0012#	Publieke Ruimte	Installatie van veiligheids deuren op ce du Souverain - Onvoorziene werken - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	80.000€ tvac	100/ inve: dive: mati: sécu: bien: trava: 761/ Mise: conf: alarr: ince: pavi: "Stra: 100/ Trav: impr: bâtir
#002/09.02.2016/B/0015#	Publieke Ruimte	vervanging van een boiler voor de douches mannen en vrouwen van het wegennet - Opdracht via onderhandelingsprocedure gesloten op een aanvaarde factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	3953,07	138/ remq: d'un douc: hom: femr: voiri
#002/09.02.2016/B/0016#	Publieke Ruimte	vervanging van beide deuren van toegang tot de technische lokalen Willegems-zaal - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de	25000	7642

		uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's		
#002/09.02.2016/B/0017#	Publieke Ruimte	Renovatie HVAC van de cs des" Marronniers" - Aanduiding van de opdrachtnemer - Gunning van een opdracht voor derden - Verhalen van kosten	32.123,38€ tvac	722/
#002/09.02.2016/B/0018#	Publieke Ruimte	renovatie van de verlaagde plafonds in de cafetaria van de "Logis tt" - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	12500	7642
#002/09.02.2016/B/0020#	Publieke Ruimte	Renovatie van de muren van de trappen van het gemeentehuis - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	15.000 €	104/
#002/09.02.2016/B/0021#	Publieke Ruimte	Herstelling van de Hiab laadkraan - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op eenvoudige aangenomen factuur - Goedkeuring van de opdracht en de uitgave - Aanbduiding van de aanbesteder.	2364,12	136/
#002/09.02.2016/B/0022#	Publieke Ruimte	Herstelling van de vrachtwagen n°15 - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op eenvoudige aangenomen	1467,95	136/

		factuur - Goedkeuring van de opdracht en de uitgave - Aanbuiding van de aanbesteder.		
#002/09.02.2016/B/0033#	Onderwijs - vorming	Gemeente schoolcentra - nieuwbouw - Aankoop van keukenmateriaal	4426,31	722/

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en op aangenomen factuur;

- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

03.03.2016/A/0003 **Secrétariat**

Communication au Conseil communal des arrêtés adoptés par le Bourgmestre sur base des articles 133 et 135 de la nouvelle loi communale

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'ouverture tardive du magasin NAF sprl situé chaussée de Wavre 1258
2. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'action de promotion et de récolte de fonds pour l'organisation non gouvernementale "Oxfam Solidarité"
3. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'action de promotion et de récolte de fonds pour l'organisation non gouvernementale "CNCD 11 11 11" du 1er janvier au 31 décembre 2016
4. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (B1 54226 Hydrobru Lemaire)
5. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (B1 55858 Proximus Vignette)
6. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (B1 52603 Sibelga Sablière)
7. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (B1 56115 Sibelga EP rouge Cloitre)
8. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (B1 67086

- Proximus Volontaires)
9. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (B1 65337 Proximus Volontaires)
 10. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (B1 67621 Coditel Pêcheries)
 11. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (B1 73898 Hydrobru Houlette)
 12. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (B1 74206 Hydrobru Daumerie)
 13. Arrêté du Bourgmestre : autorisation du gestionnaire de voirie (Chée Wavre arrêts et carrefours)

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededeling aan de Gemeenteraad van besluiten van de Burgemeester op basis van artikelen 133 en 135 van het nieuwe gemeentewet

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder :

1. Besluit van de burgemeester toestemmende de laatopening van de handelaar NAF bvba (waversesteeweg 1258)
2. Besluit van de Burgemeester toestemmende de promotie en aanwervingsactie van "Oxfam Solidariteit"
3. Besluit van de Burgemeester toestemmende de promotie en aanwervingsactie van "CNCD 11 11 11"
4. Besluit van de Burgemeester (B1 54226 Hydrobru Lemaire)
5. Besluit van de Burgemeester (B1 55858 Proximus Vignette)
6. Besluit van de Burgemeester (B1 52603 Sibelga Sablière)
7. Besluit van de Burgemeester (B1 56115 Sibelga EP rouge Cloitre)
8. Besluit van de Burgemeester (B1 67086 Proximus Volontaires)
9. Besluit van de Burgemeester (B1 65337 Proximus Volontaires)
10. Besluit van de Burgemeester (B1 67621 Coditel Pêcheries)
11. Besluit van de Burgemeester (B1 73898 Hydrobru Houlette)
12. Besluit van de Burgemeester (B1 74206 Hydrobru Daumerie)
13. Besluit van de Burgemeester (Chée Wavre arrêts et carrefours)

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

03.03.2016/A/0004 **Espace Public**

Convention de mission de coordination en matière de sécurité et santé - phases projet et réalisation - Travaux imprévus dans les voiries de la commune

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu les travaux imprévus en voirie ;

Vu la loi du 4 août 1996 et l'arrêté royal du 25 janvier 2001 imposant la désignation d'un coordinateur-projet/réalisation en matière de sécurité concernant les chantiers temporaires ou mobiles ;

Vu la décision du Collège Echevinal du 27/01/2015 désignant Monsieur Didier Schotte, assistant technique, comme coordinateur de sécurité projet et réalisation pour les travaux dont question ;

Vu la convention établie à cet effet ;

DECIDE :

de marquer son accord sur la convention de mission de coordination en matière de sécurité et de santé (phases projet et réalisation) à signer entre le Service de l'Espace Public et Monsieur Didier Schotte pour le suivi des travaux imprévus en voirie ;

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des pouvoirs locaux

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

Publieke Ruimte

Onvereenkomst tot aanstelling van een veiligheidscoördinator - ontwerp en verwezenlijking voor de uitrusting - Onvoorziene wegenwerken op wegennetten.

.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de onvoorziene wegenwerken ;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 en het koninklijke besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en de aanstelling van een veiligheidscoördinator voor de follow-up en uitvoering voor de uitrusting, aanleg en onderhoudswerken van de asfaltbedekkingen ;

Gelet op de beslissing van 27/01/2015 tot aanstelling van de Heer Didier Schotte, technische assistent, als veiligheidscoördinator voor de werken zoals boven vermeld ;

Belet op de hiertoe bestemde overeenkomst ;

BESLIST :

akkoord te gaan met de hiertoe bestemde overeenkomst tot aanstelling van een

veiligheidscoördinator ontwerp (projectfase en uitvoering) en verwezenlijking tussen de Regie voor Grondbeleid en de Heer Didier Schotte voor de onvoorziene wegenwerken ; Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

03.03.2016/A/0005 **Espace Public**

Convention de mission de coordination en matière de sécurité et santé - phases projet et réalisation - pour le marché de "service d'architecture destiné à aménager une zone d'activité et de stockage pour la Voirie au stade communal"

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu le marché de « services d'architecture destiné à aménager une zone d'activité et de stockage pour la Voirie au stade communal » ;

Vu la loi du 4 août 1996 et l'arrêté royal du 25 janvier 2001 imposant la désignation d'un coordinateur-projet/réalisation en matière de sécurité concernant les chantiers temporaires ou mobiles ;

Vu la décision du Collège échevinal du 19/07/2013 désignant Monsieur Didier Schotte, assistant technique, comme coordinateur de sécurité projet et réalisation pour les travaux dont question ;

Vu la convention établie à cet effet ;

DECIDE :

- de marquer son accord sur la convention de mission de coordination en matière de sécurité et de santé (phases projet et réalisation) à signer entre le Service de l'Espace Public et Monsieur Didier Schotte pour le suivi du marché de « services d'architecture destiné à aménager une zone d'activité et de stockage pour la Voirie au stade communal».

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des pouvoirs locaux

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

Publieke Ruimte

Onvereenkomst tot aanstelling van een veiligheidscoördinator - ontwerp en verwezenlijking voor de uitrusting - voor het opdracht van "bouwkunstdienst voor de inrichting van een werking- en stockage zone voor de wegen in het gemeentelijk stadion"

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het opdracht van “bouwkunstdienst voor de inrichting van een werking- en stockage zone voor de wegenis in het gemeentelijk stadion” te Oudergem ;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 en het koninklijke besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en de aanstelling van een veiligheidscoördinator voor de follow-up en uitvoering voor de uitrusting, aanleg en onderhoudswerken van de asfaltbedekkingen ;

Gelet op de beslissing van 19/07/2013 tot aanstelling van de Heer Didier Schotte, technische assistent, als veiligheidscoördinator voor de werken zoals boven vermeld ;

Belet op de hiertoe bestemde overeenkomst ;

BESLIST :

akkoord te gaan met de hiertoe bestemde overeenkomst tot aanstelling van een veiligheidscoördinator ontwerp (projectfase en uitvoering) en verwezenlijking tussen de Regie voor Grondbeleid en de Heer Didier Schotte voor het opdracht van “bouwkunstdienst voor de inrichting van een werking- en stockage zone voor de wegenis in het gemeentelijk stadion te Oudergem”.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

03.03.2016/A/0006 **Espace Public**

Rénovation de trottoirs 2016 - Marché par adjudication ouverte - Approbation de la dépense et du cahier des charges

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 1991 définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agrégation des entrepreneurs ;

Vu les articles 234 à 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu que les travaux de rénovation de trottoirs sont nécessaires pour la sécurité des

usagers ;

Vu le cahier spécial des charges n°14/2016 destiné à régir cette entreprise ;

Vu que le montant total du marché est estimé à 900.000,00 € TVAC ;

Vu qu'un montant de 900.000,00 € est prévu à l'article 421/735.60 « Rénovation de trottoirs » du budget extraordinaire de 2016;

Vu l'avis de publication en annexe ;

Vu que cet avis sera publié au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel de l'Union Européenne ;

DECIDE :

- d'établir un marché par adjudication ouverte et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°14/2016 (modification : pavés 20/20) ;

- de désigner le Conseiller en Prévention comme Coordinateur Sécurité Chantier du présent marché ;

- d'approuver l'avis de publication en annexe ;

- d'approuver la dépense, estimée à 900.000,00 € TVAC ;

- d'établir le programme des travaux en désignant l'avenue Chaudron et l'avenue des Traquets à hauteur de Woluwé St Pierre ;

- d'imputer cette dépense à l'article 421/735.60 « Rénovation de trottoirs » du budget extraordinaire de 2016 ;

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

Publieke Ruimte

Vernieuwing van de voetpaden 2016 - Open aanbesteding - Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek.

De RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de Overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (wijziging : straatstenen 20/20). ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van Overheidsopdrachten voor klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de Overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken;

Gelet op het ministeriële besluit van 27 september 1991 tot nadere bepaling van de indeling van de werken volgens hun aard in categorieën en ondercategorieën met betrekking tot de erkenning van de aannemers;

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de nieuwe Gemeentewet;

Gezien de vernieuwingswerken van de voetpaden nodig zijn voor de veiligheid van de

gebruikers;

Gezien het bijzonder lastenboek nr 14/2016 bestemd om deze onderneming te beheren;

Gezien de uitgave geschat is op 900.000 € BTW incl.;

Gezien een bedrag van 900.000 € is voorzien op het artikel 421.735.60 „vernieuwing van de voetpaden“ van de buitengewone begroting van 2016;

Gelet op de aankondiging in bijlage;

Gezien dit bericht in het Bulletin van Aanbestedingen en de Europese Unie Publicatieblad zal worden gepubliceerd

BESLIST:

- de opdracht via open aanbesteding op te stellen en de gunningwijze van de opdracht vast te stellen volgens het bijzonder lastenboek nr 14/2016;

- de Preventie adviseur als veiligheidscoördinator van de werken van deze opdracht aan te duiden;

- de aankondiging in bijlage goed te keuren;

- de uitgaven, geschat op 900.000,00 € BTW incl. goed te keuren;

- de uitgaven opvoeren op het artikel 421.735.60 „ vernieuwing van voetpaden “ van de buitengewone begroting van 2016;

- de volgende wegen op het programma te zetten: Chaudronlaan en Zwartekeeltjeslaan etr hoogte van Sint Pieters Woluwe.

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

03.03.2016/A/0007 **Espace Public**

Rénovation des toitures au cs des Marronniers - Marché par procédure négociée directe avec publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 1991 définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agrégation des entrepreneurs ;

Vu les articles 234 à 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la vétusté et le danger que représente la toiture du Centre Scolaire « Les Marronniers » constaté depuis 2007 ;

Vu que des travaux de sécurité ont été effectués en urgence depuis 2007 mais que la toiture continue à se dégrader totalement ;

Vu que ces travaux sont inscrits au Programme Prioritaire des Travaux (P.P.T.) en faveur des bâtiments scolaires proposé par le Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (C.E.C.P.) ;

Vu qu'un subside couvrant 70% des frais pour un montant maximal de 168.000 € est disponible ;

Vu qu'en date du 20/07/2015 le Collège Echevinal a décidé de désigner la société ATELIER D'ARCHITECTURE GUY MELVIEZ – Rue Basse, 36-38 – 1180 Bruxelles, comme adjudicataire pour l'actualisation du cahier des charges relatif à la rénovation de la toiture du Centre Scolaire « Les Marronniers » ainsi que pour le suivi du chantier pour un montant de 9.680,00 € TVAC (réf. délib. : #002/20.07.2015/B/0030#) ;

Vu le cahier spécial des charges n°09/2016 fixant les clauses contractuelles administratives et techniques du marché ;

Vu que la dépense est estimée à ± 270.000 € TVAC ;

Vu qu'un montant de 270.000 € est prévu à l'article 722/72460 du budget extraordinaire de 2016 pour les travaux de rénovation des toitures au cs des Marronniers ;

Vu l'avis de publication en annexe ;

DECIDE :

- d'établir un marché par procédure négociée directe avec publicité et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°9/2016 ;
- de désigner Monsieur Didier SCHOTTE comme Coordinateur Sécurité Chantier du présent marché ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à +/- 270.000 € TVAC ;
- d'imputer cette dépense à l'article 722/724.60 «rénovation des toitures au cs des Marronniers » du budget extraordinaire de 2016 ;

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

Publieke Ruimte

Renovatie van het dak van de sc « Les Marronniers » - Opdracht via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten voor klassieke sectoren ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken ;

Gelet het Ministerieel besluit van 27 september 1991 tot nadere bepaling van de indeling van de werken volgens hun aard in categorieën en ondercategorieën met betrekking tot de erkenning van de aannemers ;

Gelet op de artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op het verouderde staat en het gevaar van het dak van het “ cs Les Marronniers “ dat werd vastgesteld sinds 2007 ;

Gelet er dringende veiligheidswerken hebben plaatsgevonden sinds 2007 maar dat de staat van het dak steeds slechter wordt ;

Gezien dat deze werken ingeschreven zijn in het Prioritair Programma van de Werken ten voordele van de schoolgebouwen voorgesteld door de Raad van het Onderwijs van de Gemeenten en Provincies ;

Gezien dat er een subsidie, die 70% van de kosten dekt voor een totaal bedrag van 168.000 € beschikbaar is ;

Gezien dat op 20/07/2015 het Schepencollege heeft beslist om het bedrijf ATELIER D'ARCHITECTURE GUY MELVIEZ – Rue Basse, 36-38 – 1180 Brussel , aan te duiden als opdrachtnemer voor de updating van het lastenboek met betrekking tot de renovatie van het dak van “ cs Les Marronniers “ alsook voor de opvolging van de werken voor een bedrag van 9.680,00 € BTW incl. (ref. #002/20.07.2015/B/0030#) ;

Gezien het speciaal lastenboek n°09/2016 waarin de contractuele administratieve en technische clausules worden bepaald ;

Gezien de uitgave wordt geraamd op +/- 270.000 € BTW incl. ;

Gezien er een bedrag van 270.000 € voorzien is volgens het artikel 722/72460 uit de buitengewone begroting van 2016 voor de werken van de renovatie van het dak van “ cs Les Marronniers “

Gezien het bericht van bekendmaking als bijlage ;

BESLIST :

- om een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking op te maken en de gunningsvoorwaarden van de overheidsopdracht volgens het lastenboek n°09/2016 vast te leggen ;

- om Mijnheer Didier Schotte aan te duiden als Veiligheidscoördinator van de huidige overheidsopdracht ;

- om het bericht van bekendmaking als bijlage goed te keuren ;

- om de uitgave, geraamd op +/- 270.000 €, goed te keuren ;

- om deze uitgave in te voeren volgens het artikel 722/72460 uit de buitengewone begroting van 2016 voor de werken van de renovatie van “ cs Les Marronniers “ goed te keuren ;

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel exemplaar, overgemaakt worden aan de Heer

Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

03.03.2016/A/0008 **Régie foncière**

Contrat de location de bureaux. Immeuble sis 1326/1328 chaussée de Wavre.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Vu le contrat de bail établi pour l'occupation par le Centre public d'Action sociale d'Auderghem d'un plateau de bureaux de 80 m² dans l'immeuble situé 1326/1328 chaussée de Wavre ;

DECIDE :

de marquer son accord sur le contrat de bail entre la Commune d'Auderghem et le Centre public d'Action sociale d'Auderghem pour la location d'un plateau de bureaux dans l'immeuble sis 1326/1328 chaussée de Wavre, pour un loyer mensuel de 398 €.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

Regie voor het Grondbeleid

Huurovereenkomst voor kantoren. Gebouw gelegen 1326/1328 Waversesteenweg.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 en 232 ;

Gezien de huurovereenkomst voor de bezetting door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Werk van Oudergem van een kantoorruimte (80 m²) in het gebouw gelegen 1326/1328 Waversesteenweg;

BESLIST :

de huurovereenkomst tussen de Gemeente Oudergem en het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Werk van Oudergem voor het verhuren van een kantoorruimte in het gebouw gelegen 1326/1328 Waversesteenweg, voor een maandelijkse huurprijs van 398 €.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

Règlement-taxe pour la prestation de services et la délivrance de documents administratifs - Modification

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux des taxes communales ;

Vu l'ordonnance du 12 février 2015 modifiant l'ordonnance du 3 avril 2014;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARTICLE 1

A partir du 1^{er} janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2020, il est établi au profit de la commune, une taxe sur la prestation de services et la délivrance de documents administratifs, à charge des personnes auxquelles ces documents sont délivrés, sur demande ou d'office, par la commune.

ARTICLE 2

Le taux de la taxe pour services administratifs et délivrance de documents administratifs est fixé comme suit :

1. SERVICES URBANISME ET ENVIRONNEMENT

1. A Copies	€
Copie de plans en couleur – par m ² ou fraction de m ²	50
Copie de plans en noir et blanc – par m ² ou fraction de m ²	25
Copie de règlements communaux sur les bâtisses	15
Copie de prescriptions de lotissement	15
Fourniture de documents digitalisés sur support informatique	
- par document ;	5
- avec un supplément par CD fourni de	2,50
- avec supplément par DVD fourni de	5
Fourniture de photocopies d'autres documents (prix par page) :	
- A4 (noir et blanc)	0,20
- A3 (noir et blanc)	0,40
- A4 (couleur)	1,50
- A3 (couleur)	3,00
Impression d'autres documents (prix par page) :	
- A4 (noir et blanc)	0,50
- A3 (noir et blanc)	1,00
- A4 (couleurs)	1,50
- A3 (couleurs)	3
- Format supérieur à A3 (noir et blanc) par m ² et fraction de m ²	25
- Format supérieur à A3 (couleur) par m ² et fraction de m ²	50

Impression de documents en service extérieur – paiement d’une provision exigée à la commande	20 + prix coutant
1. B Copies conformes	
Déclaration « copie conforme » - supplément par document	2,50
1.C. Renseignements et avis	
Fourniture de renseignements urbanistiques (prix par parcelle)	100
Fourniture de renseignements urbanistiques demandés en urgence (prix par parcelle)	200
Avis sur division de parcelles ou de bien immeuble	200
Demande de nouveaux numéros de police (prix par numéro)	100
1.D. Consultations de documents archivés	
Consultation d’archives – par heure – minimum 1h	35
Par archive on entend : - les permis d’urbanisme qui concernent des travaux achevés - les permis d’urbanisme qui ont été refusés ou classés sans suite - les certificats d’urbanisme délivrés ou refusés - les permis de lotir délivrés ou refusés. Toute personne titulaire d’un droit (notamment propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, ayant signé un compromis d’achat/vente) sur le bien dont elle consulte les permis d’urbanisme est exonérée du paiement de la taxe, sur présentation de la preuve qu’elle dispose du droit susvisé sur le bien. Cette exonération ne s’applique pas aux mandataires du titulaire du droit.	
1.E. Ouverture de dossier pour les demandes de certificat et permis d’urbanisme ou de lotir (prix par dossier)	
demande d’abattage(s) d’arbre(s)	35
demande de modifications de façade sans modification de volume	75
certificats et permis d’urbanisme ou de lotir non soumis aux mesures particulières de publicité	85
certificats et permis d’urbanisme ou de lotir soumis à l’avis de la commission de concertation sans être soumis à enquête publique	135
certificats et permis d’urbanisme ou de lotir soumis aux mesures particulières de publicité et à l’avis de la commission de concertation	180
Les montants mentionnés ci-dessus seront multipliés par dix (10) pour les dossiers de régularisation introduits après l’établissement, par les services communaux, d’un procès-verbal constatant une infraction au Code	

Bruxellois de l'Aménagement du Territoire.	
1.F. Introduction de plans modificatifs à l'initiative du demandeur faisant application de l'article 126/1 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire et pour autant que la demande ainsi modifiée doive être à nouveau soumise aux actes d'instruction	
demande de modifications de façade sans modification de volume	75
certificats et permis d'urbanisme ou de lotir non soumis aux mesures particulières de publicité	85
certificats et permis d'urbanisme ou de lotir soumis à l'avis de la commission de concertation sans être soumis à enquête publique	135
certificats et permis d'urbanisme ou de lotir soumis aux mesures particulières de publicité et à l'avis de la commission de concertation	180
Demande de modification de permis de lotir	180
1.G. Ouverture de dossier pour les demandes de certificats et permis d'environnement, déclarations de classe III et demande de dérogation à l'horaire normal des travaux	
demande de dérogation à l'horaire normal des travaux	50
dossiers relatifs aux installations de classe III, aux permis d'environnement de classe IC, ID et IB temporaires	85
permis d'environnement de classe II	135
certificats et permis d'environnement de classe IB	310
certificats et permis d'environnement de classe IA	825
Les montants mentionnés ci-dessus sont multipliés par dix (10) pour les dossiers de régularisation introduits après l'établissement, par les services communaux, d'un procès-verbal constatant une infraction au sens de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.	

2. SERVICE POPULATION

I. Certificats – Extraits – Documents administratifs	€
Extraits du registre de population	5
Certificat d'inscription	5
Certificat de vie	5
Certificat de nationalité	5
Certificat ou attestation de toute nature résultant de prestations administratives	5
Législations, copies conformes (par exemplaire)	5

Renseignement d'adresse, de population et d'Etat civil	5
II. Recherche généalogiques	
- Par heure de recherche, toute fraction d'heure étant comptée pour une heure entière	35
III. Mariages – Les mariages sont célébrés du lundi au samedi (aux heures et jours fixés ci-dessous) à l'exception des jours fériés. La déclaration de mariage actée, l'heure de la cérémonie sera fixée par le service de l'Etat Civil en fonction de l'agenda du jour. En début d'année, en fonction du calendrier, l'Officier de l'Etat Civil fixe les dates auxquelles les mariages ne seront pas célébrés. Les prestations à l'occasion des mariages sont : gratuites : les jeudis (à partir de 11 h 45') et les vendredis (à partir de 15 heures) payantes	
Lundi – mardi – mercredi – vendredi (à partir de 11 heures 45')	75
Les samedis matins (à partir de 10 heures 30)	200
Les samedis après-midi (entre 12 heures et 16 heures)	300
IV. Carnet de mariage - délivrance ou duplicata	25
V. Cohabitation légale	
Déclaration de cohabitation (+ carnet)	25
Duplicata d'un carnet	25
Demande de cessation unilatérale de cohabitation légale (frais : huissier, dossier)	250
VI. Dossier de réinscription ou demande de changement d'adresse après radiation d'office prononcée par le Collège des Bourgmestre et Echevins d'Auderghem.	15
VII. Pièces et cartes d'identités	
<u>Pièces d'identité</u>	
pièces d'identité (enfant de moins de 12 ans)	gratuit
duplicata d'une pièce d'identité délivrée à un enfant de moins de 12 ans en cas de renouvellement suite à la perte, le vol ou la détérioration	1,24
<u>Certificat d'identité</u> délivré aux enfants de nationalité étrangères âgés de moins de 12 ans (support carton) – délivrance ou duplicata	1,24
<u>Kid's ID</u> (document d'identité électronique pour enfant belge de moins de 12 ans) – Le coût de la délivrance est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur	
procédure normale	1
procédure urgente et extrême urgente	5
<u>Cartes d'identité électroniques</u> . Le coût de la délivrance est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur	
procédure normale	2,5

procédure urgente et extrême urgente	5
Demande et/ou activation de nouveaux codes pour une carte d'identité électronique	5
Délivrance d'une annexe 33 – (Retrait d'une carte d'identité électronique de belge en cas de perte de nationalité – Carte d'identité périmée – Radiation d'office)	5
VIII. Passeports - Le coût de la délivrance est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires Etrangères	
Délivrance d'un passeport – procédure normale	16
Délivrance d'un passeport – procédure urgente	25
Les enfants mineurs sont exonérés de la taxe pour la délivrance d'un passeport	
IX. Permis de conduire - Le coût de la délivrance est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports	
Permis de conduire provisoire	5
Permis de conduire permanents (A,B,BE) et/ou limités (C,D,CE,DE,G)	5
Permis de conduire internationaux	5
Duplicata, changement de catégorie, échange d'un permis de conduire étranger, etc...	5
X. Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1987 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.	
annexes 10 à 43 à l'exclusion des annexes 15, 19, 19ter, 22 et 32 et 41bis.	5
Annexes 19, 19 ter et 22 – Attestation d'enregistrement	20
Documents ou attestation de toute nature résultant de prestations administratives	5
XI. Ouverture d'un dossier pour inscription dans la commune de personnes venant de l'étranger (par personne) à l'exception des personnes ayant introduit une demande tendant à obtenir le statut de réfugié (annexe 15 + 41bis)	25
XII. Permis de travail – Délivrance	15
XIII. Dossier établi en vertu de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers	25
XIV. Prise en charge – Etablissement d'un dossier (annexe 3bis et annexe 32)	15
XV. Demande d'inscription au registre des professions intellectuelles prestataires de service	13
XVI- Modification de données dans les registres. – Modification des documents de population ou des étrangers lors de tout changement d'identité	25

(nom + prénom, lieu et date de naissance,...) – par personne	
XVII. Certificat de moralité délivré en raison de l'exploitation d'un débit de boissons fermentées/spiritueuses à consommer sur place ou d'un débit de boissons spiritueuses	25
XVIII. Transcriptions d'actes d'Etat Civil dressés par les autorités étrangères	50
XIX. Etablissement du dossier en vue de l'obtention de la nationalité belge.	50

3. SERVICE TAXES COMMUNALES

Délivrance d'une déclaration d'abattage d'un animal	12,50
---	-------

4. SERVICE DE L'ESPACE PUBLIC

Autorisations de chantier de plus de 5m ² en voie publique	50
Plans de la commune au 1/5000	6
Plans de la commune au 1/2500	13

5. SERVICE ECONOMIE, EMPLOI ET ANIMATION

Autorisation d'ouverture exceptionnelle d'un commerce en dehors des heures autorisée	
--	--

ARTICLE 3

La taxe est perçue au moment de la délivrance de ceux-ci.

La preuve du paiement est constatée par la remise d'un ticket de caisse.

Lorsque le document ne peut être délivré immédiatement, les personnes ou les institutions assujetties à la taxe, qui introduisent une demande pour l'obtention d'un document, sont tenues d'en consigner le montant au moment de leur demande.

Les personnes ou institutions qui refusent de payer la taxe sont tenues d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce que l'autorité compétente ait statué sur leur réclamation.

Dans ces cas le Receveur communal délivre gratuitement un reçu.

Lors de l'introduction des dossiers ou demandes donnant lieu à la délivrance de documents, le demandeur pourra être tenu de payer le montant de la taxe à titre de provision.

ARTICLE 4

Aucune taxe n'est due pour :

- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'Administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité.
- b) pour les documents à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par des chômeurs ou des demandeurs d'emploi pouvant justifier de leur inscription comme tels auprès de l'Office National de l'Emploi, ou par des personnes bénéficiant du revenu d'intégration, sur attestation du Centre Public d'Action Sociale
- c) les autorisations concernant des activités qui comme telles font déjà l'objet d'une imposition ou d'une taxe au profit de la commune.
- d) les autorisations relatives à des manifestations religieuses, philosophiques ou politiques.

- e) pour les documents à fournir pour les pensions
- f) les documents d'identité délivrés aux victimes d'un vol avec violence sur présentation d'une attestation des services de police
- g) pour la délivrance des documents lesquels sont, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité, déjà soumis au paiement d'un droit au profit de la commune.

Toutefois, même dans les cas où la délivrance des documents est gratuite, tous les frais d'expédition de ceux-ci sont portés à charge des particuliers ou des établissements privés qui les demandent.

ARTICLE 5

Le présent Règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

Gemeentebelastingen

Belasting-Reglement voor administratieve diensten en op de afgifte van administratieve documenten - Wijziging

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 12 februari 2015 tot wijziging van de ordonnantie van 3 april 2014;

Gelet het verslag naar het College van Burgemeester en Schepenen;

ARTIKEL 1

Vanaf de 1ste januari 2016 en tot 31 december 2020, wordt er ten voordele van de gemeente een belasting opgelegd op de administratieve dienst en de afgifte van administratieve documenten ten laste van de personen waaraan de gemeente deze documenten afgeeft, op aanvraag of ambtshalve.

ARTIKEL 2

Het bedrag van de belasting voor administratieve diensten en afgifte van administratieve documenten wordt als volgt vastgelegd:

1. DIENST STEDENBOUW EN LEEFMILIEU

1. A Kopieën	€
Kopie van plannen in kleur – per m2 of gedeelte van m2	50
Kopie van plannen in zwart en wit – per m2 of gedeelte van m2	25
Kopie van gemeentelijke bouwreglementen	15
Kopie van voorschriften van verkavelingen	15

Levering van digitale documenten op informaticamateriaal	
- per document;	5
- met een supplement per afgeleverde CD	2,50
- met een supplement per afgeleverde DVD	5
Levering van fotokopieën van andere documenten (prijs per pagina) :	
- A4 (zwart en wit)	0,20
- A3 (zwart en wit)	0,40
- A4 (in kleur)	1,50
- A3 (in kleur)	3,00
Printen van documenten (prijs per pagina) :	
- A4 (zwart en wit)	0,50
- A3 (zwart en wit)	1,00
- A4 (in kleur)	1,50
- A3 (in kleur)	3
- Groter formaat dan A3 (zwart en wit) per m ² en gedeelte van m ²	25
- Groter formaat dan A3 (in kleur) per m ² en gedeelte van m ²	50
Voor het printen van document in buitendienst – met betaling van een voorraad bij de bestelling	20 + kostprijs
1. B Voor afschrift conform	
Verklaring « afschrift conform » - supplement per document	2,50
1.C. Inlichtingen en meningen	
Het afleveren van stedenbouwkundige inlichtingen (prijs per perceel)	100
Het afleveren van dringende stedenbouwkundige inlichtingen (prijs per perceel)	200
Mening op verdeling van percelen of gebouwen	200
Nieuwe politie nummer (prijs per nummer)	100
1.D. het raadplegen van gearchiveerde documenten	
het raadplegen van archieven – per uur – minimum 1 uur	35
Onder archief wordt verstaan :	
- de stedenbouwkundige vergunningen die betrekking hebben op werken die beëindigd zijn,	
- de stedenbouwkundige vergunningen die geweigerd of zonder gevolg geklasseerd zijn,	
- de stedenbouwkundige attesten die afgeleverd of geweigerd zijn,	
- de verkavelingsvergunningen die afgeleverd of geweigerd zijn.	
Elke persoon houder van een recht (meer bepaald eigenaar, naakte eigenaar, vruchtgebruiker, persoon die een (ver)koopcompromis getekend	

heeft) op het goed waarvan hij de stedenbouwkundige vergunning raadpleegt wordt vrijgesteld van de betaling van de belasting, mits voorlegging van het bewijs dat hij beschikt over het betrokken goed. De vrijstelling is niet van toepassing op afgevaardigden van de houder van een recht.	
1.E. Opening van dossier voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen (prijs per dossier)	
Aanvraag voor het vellen van bomen	35
Aanvraag voor het wijzigen van een gevel zonder wijziging van het volume	75
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die niet onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking	85
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die onderworpen zijn aan het advies van de overlegcommissie zonder openbaar onderzoek	135
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking (advies van de overlegcommissie en openbaar onderzoek)	180
Aanvraag voor het wijzigen van een verkavelingsvergunning	180
De hierboven vermelde bedragen worden vermenigvuldigd met tien (10) voor de regularisatiedossiers ingediend na opstelling door de gemeentediensten van een proces-verbaal ter vaststelling van een inbreuk volgens de termen van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.	
1.F. Indiening van gewijzigde plannen op het initiatief van de aanvrager met toepassing van het artikel 126/1 van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening en voor zover dat de aanvraag eveneens aangepast opnieuw moet worden onderworpen aan de opleidingshandelingen	
Aanvraag van wijziging van een gevel zonder wijziging van het volume	75
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die niet onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking	85
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die onderworpen zijn aan het advies van de overlegcommissie zonder openbaar onderzoek	135
Voor de stedenbouwkundige en verkavelingsattesten en vergunningen die onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking (advies van de overlegcommissie en openbaar onderzoek)	180
Aanvraag van wijziging van een verkavelingsvergunning	180

1.G. Opening van dossier voor de milieuattesten en vergunningen en voor de verklaringen van klas III en aanvraag voor de afwijking van het normale werkuurrooster (prijs per dossier)	
aanvraag voor de afwijking van het normale werkuurrooster	50
voor de dossiers betreffende installaties van klasse III, milieuvergunningen van klasse IC, ID en IB tijdelijke	85
voor milieuvergunningen van klasse II	135
voor de milieuattesten en vergunningen van klasse I B	310
voor de milieuattesten en vergunningen van klasse I A	825
De hierboven vermelde bedragen worden vermenigvuldigd met tien (10) voor de regularisatiedossiers ingediend na opstelling door de gemeentediensten van een proces-verbaal ter vaststelling van een inbreuk volgens de termen van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.	

2. DIENST BEVOLKING

I. Getuigschrift – Uittreksel – Administratieve documenten	€
Uittreksel van het bevolkingsregister	5
Inschrijvingscertificaat	5
Bewijs van leven	5
Nationaliteitscertificaat	5
Afgifte van alle andere documenten, getuigschriften, uittreksels, bewijsstukken, eensluitend verklaarde uittreksels, vergunningen enz.	5
Wettigingen van handtekeningen en gelijkvormige afschriften (per exemplaar)	5
Inlichtingen aangaande adressen van de bevolking en de burgerlijke stand	5
II. Opzoekingen aangaande afstamming	
- Per uur, elk deel van een uur wordt voor een volledig uur aangerekend	35
III. De huwelijken – De huwelijken worden van maandag tot zaterdag ter uitzondering van de feestdagen gevierd. Na de verklaring van huwelijk, het uur van de plechtigheid zullen door de dienst van de Burgerlijke Stand in functie van de agenda van de dag bepaald worden. In het begin van het jaar, in functie van het agenda, stelt de schepen van de Burgerlijke Staat de data vast waaraan de huwelijken niet zullen gevierd worden. De uitkeringen ter gelegenheid van de vieringen van de huwelijken zijn: gratis : de donderdag (vanaf 11: 45’) en de vrijdag (vanaf 15:00) betalend:	

Maandag – dinsdag – woensdag –vrijdag (vanaf 11: 45’)	75
De zaterdagochtend (vanaf : 10:30’)	200
De zaterdagmiddag (tussen 12:00 en 16:00)	300
IV. Huwelijksboekjes – Afgifte of duplicaat	25
V. Wettelijke Samenwoning	
Voor het opmaken van een dossier van wettelijke samenwoning (+ boekje)	25
Duplicaat van een boekje	25
Unilaterale beëindigingsvraag van wettelijk samenwoning (kosten: deurwaarder, dossier)	250
VI. Dossier van herinschrijving of adresverandering na een afvoering van ambtswege door het College van Burgemeester en Schepenen van Oudergem.	15
VII. Identiteitsdocumenten	
<u>Identiteitstukken</u>	
Identiteitstukken (kind onder 12 jaar)	gratis
Duplicaat van een identiteitstuk afgegeven aan een kind onder de 12 jaar in geval van hernieuwing ten gevolge van verlies, diefstal of beschadiging.	1,24
<u>Identiteitsbewijzen</u> : Afgifte van identiteitsbewijzen aan kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar (afgifte of duplicaat)	1,24
<u>Kid’s ID</u> (Afgifte van elektronische identiteitskaarten aan kinderen van Belgische nationaliteit onder de 12 jaar) – Kosten van de afgifte zijn te verhogen van het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd	
Normale procedure	1
Spoedprocedure en extreme spoedprocedure	5
<u>Elektronische identiteitskaarten</u> . Kosten van de afgifte zijn te verhogen van het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd	
Normale procedure	2,5
Spoedprocedure en extreme spoedprocedure	5
Aanvraag en/of activering van nieuwe codes voor elektronische kaarten	5
Afgifte van een bijlage 33 – (Intrekking van een elektronische identiteitskaart van Belg in geval van verlies van de Belgische nationaliteit – Identiteitskaart vervallen – Afvoering van ambtswege)	5
VIII. Paspoorten - Kosten van de afgifte zijn te verhogen van het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd	
Aflevering van een nieuw paspoort - normale procedure	16
Aflevering van een nieuw paspoort – spoedprocedure	25
De minderjarige kinderen zijn vrijgesteld van de belasting voor de afgifte van een paspoort	
IX. Rijbewijzen - Kosten van de afgifte zijn te verhogen van het bedrag dat	

door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd	
Voorlopige rijbewijzen	5
Permanente (A,B,BE) en/of beperkte (C,D,CE,DE,G) rijbewijzen	5
Internationale rijbewijzen	5
Duplicaat, verandering van categorie, ruiling van een buitenlandsrijbewijs, enz...	5
X. Documenten afgeleverd wegens Koninklijk Besluit van 8 oktober 1987 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.	
Bijlagen 10 tot 43 met uitsluiting van bijlagen 15, 19, 19ter, 22 en 32 et 41bis.	5
Bijlagen 19, 19ter en 22 – Aanvraag voor verklaring	20
Andere documenten	5
XI. Opening van een dossier “Vreemdeling” (afkomstig uit het buitenland) voor inschrijving in de gemeente, uitgezonderd de personen die een aanvraag hebben ingediend met inzicht het statuut van UNO (bijlagen 15 + 41bis)	25
XII. Beroepskaart – Afgifte	15
XIII. Dossier vastgesteld krachtens het artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen	25
XIV. Invoering van een dossier van ten last neming (bijlage 3bis et bijlage 32)	15
XV. Aanvraag tot inschrijving in het register der dienstverlenende intellectuele beroepen	13
XVI- Wijziging van gegevens in de registers. – Wijziging van de documenten van bevolking of de buitenlanders bij elke verandering van identiteit (naam + voornaam, plaats en geboortedatum,...) – per persoon	25
XVII. Verklaring van zedelijkheid afgegeven in verband met de exploitatie van een drankexploitatie of slijterij voor gegiste/sterke dranken	25
XVIII. Aanvragen van het overschrijven van akten van burgerlijke stand opgesteld door vreemde overheden	50
XIX. Invoering van een dossier voor het verkrijgen van de Belgische nationaliteit	50
3. DIENST GEMEENTEBELASTINGEN	
Het afleveren van een slachtattest van een dier	12,50
4. DIENST OPENBARE RUIMTE	
De toelatingen van werven van meer dan 5m ² op de openbare weg	50
Plannen van de gemeente op schaal 1/5000	6

5. DIENST TEWERKSTELLING, ECONOMISCHE ONTWIKKELING EN ANIMATIE

Toelating van uitzonderlijke opening van een handel buiten toegelaten uren

50/dag

ARTIKEL 3

De belasting wordt geïnd op het ogenblik van de aflevering van het document.

Als betalingsbewijs van de belasting wordt een kasticket afgeleverd.

Wanneer het document niet onmiddellijk kan afgegeven worden, zijn de aan de belasting onderworpen personen of instellingen, die een aanvraag indienen tot het bekomen van een administratief document, gehouden het bedrag van de belasting in bewaring te geven op het ogenblik van de aanvraag.

De personen of instellingen die weigeren de belasting te betalen, zijn gehouden het bedrag ervan in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat de bevoegde overheid uitspraak gedaan heeft over het bezwaar.

In die gevallen zal de Gemeenteontvanger een kosteloos ontvangstbewijs afgeven.

Bij het indienen van dossiers of aanvragen die aan leiding geven tot afgifte van documenten zal de aanvrager kunnen gehouden zijn het bedrag van de belasting bij wijze van dekking te betalen.

ARTIKEL 4

Er is geen belasting verschuldigd voor:

- a) de documenten die kosteloos moeten afgegeven worden door het gemeentebestuur, krachtens een wet, een koninklijk besluit of enig ander reglement van de overheid.
- b) voor de documenten af te leveren ter staving van een werkaanvraag door werklozen of werkzoekenden die hun inschrijving kunnen bewijzen bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, of door personen die van een leefloon genieten op attest van bevoegd Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn
- c) de vergunningen betreffende activiteiten die reeds het voorwerp van een belasting of retributie ten voordele van de gemeente uitmaken.
- d) de vergunningen betreffende godsdienstige, filosofische of politieke manifestaties.
- e) voor de documenten af te leveren voor een aanvraag in pensioentreding
- f) de identiteitsdocumenten afgeleverd aan de slachtoffers van diefstal met geweld mits voorlegging van een attest van de politiediensten.
- g) voor de afgifte van documenten die krachtens de wet, een koninklijk besluit of een reglement van de overheid reeds onderworpen zijn aan de betaling van een recht ten voordele van de gemeente.

ARTIKEL 5

Het huidig reglement vervangt het vorige vanaf 1ste januari 2016.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

Placement de caméras de surveillance fixes avenue Hermann-Debroux 2, rue Jacques Bassem et Boulevard du Souverain - Avis positif

LE CONSEIL,

Vu la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, notamment l'article 5;

Vu l'avis du Chef de corps du 16 décembre 2015;

Considérant ce qui suit :

En date du 1er octobre 2015, a été envoyée à la commune un courrier de demande d'autorisation de placement de caméras de surveillance sur l'immeuble sis avenue Hermann-Debroux, 2 à 1160 Auderghem.

Cette demande est faite conformément à l'article 5 § 2 de la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance qui énonce ce qui suit: "*§ 2. La décision visée au § 1er est prise après avis positif du conseil communal de la commune où se situe le lieu.*

Le conseil communal rend son avis après avoir consulté préalablement le chef de corps de la zone de police où se situe le lieu."

Un plan est annexé à cette demande.

Le chef de corps a remis un avis positif sous réserve "de veiller à filmer le moins possible la voie publique et d'apposer des pictogrammes afin de renseigner les personnes du recours à un système de surveillance sur l'avenue Hermann Debroux et sur la rue Jacques Bassem".

Sur base de cet avis, il y a lieu de remettre également un avis positif sur cette demande.

DECIDE,

De donner un avis positif au placement de caméras de surveillance sur l'immeuble situé avenue Hermann Debroux 2, rue Jacques Bassem et Boulevard du Souverain à 1160 Auderghem (cf plan en annexe).

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, à la Commissaire de police Madame Degreeef et au Chef de corps de la zone de police de Uccle Monsieur Deraemaeker.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

Juridische dienst

Plaatsing van vaste bewakingscamera's Hermann-Debrouxlaan 2, Jacques Bassemstraat, Vorstlaan - Positief Advies

DE RAAD,

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, met inzonderheid artikel 5;

Rekening houdende met het advies van de korpschef van 16 december 2015;

Overwegende wat volgt :

Bij schrijven van 1 oktober 2015, werd een toelatingsaanvraag ingediend bij de gemeente over de installatie en het gebruik van bewakingscamera's ingebouwd in de buitenmuren van het gebouw gelegen op Hermann-Debrouxlaan, 2, 1160 Oudergem.

Dit verzoek is op basis van het artikel 5§2 van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's gegrond. Ze luidt als volgt:

"§ 2. De in § 1 bedoelde beslissing wordt genomen nadat de gemeenteraad van de gemeente waar de plaats zich bevindt, een positief advies heeft gegeven.

De gemeenteraad verstrekt zijn advies na voorafgaandelijk de korpschef van de politiezone waar die plaats zich bevindt te hebben geraadpleegd".

Een plan is in bijlage gevoegd.

De korpschef heeft een positief advies met de volgende voorwaarden gegeven: "denk er om zo min mogelijk te filmen en om pictogrammen aan te brengen zodat de personen op de hoogte van de controlesysteem op Hermann-Debrouxlaan en Jacques Bassemstraat zijn ”.

Op basis van dit advies, kunnen we ook een positief advies op die aanvraag verlenen.

BESLIST :

Een positief advies voor de plaatsing van bewakingscamera's ingebouwd in de buitenmuren van het gebouw gelegen op Hermann-Debrouxlaan 2, Jacques Bassemstraat en Vorstlaan, 1160 Oudergem te verlenen (zie plan in bijlage).

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan Mevrouw Degreef, Politiecommissaris en aan Mijnheer Deraemaeker, korpschef van de lokale Politie van Ukkel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

André Decourrière entre en séance / treedt in zitting

03.03.2016/A/0011 **Secrétariat**

Question orale de Madame Muriel Koch, conseillère communale (cdH+)

Concerne : La suppression de l'édition 2016 du Carnaval d'Auderghem

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

Cela faisait maintenant plusieurs années que les Auderghemois avaient le plaisir de participer à ce qui est pour eux, l'évènement annuel de grande ampleur de la commune : leur Carnaval.

Le Carnaval, c'est le point d'orgue de la vie folklorique dans nos contrées. Tant dans le Nord que dans le Sud du pays ou à Bruxelles, la tradition populaire qu'il représente fait la fierté de nos concitoyens.

Le Carnaval c'est aussi une part de notre identité, un propension à la fête et une certaine habilité à nous tourner en dérision.

Depuis 2008, à Auderghem, le Carnaval avait fait son grand retour.

Je dis « avait » car, grâce à un entrefilet dans le bulletin d'information communal, j'ai appris que cette année, il n'aurait pas lieu. Je cite :

« Les organisateurs du Pavillon et du service de la Cohésion sociale ont choisi de concentrer leur énergie sur la fête de la Jeunesse. "Organiser deux événements d'envergure chaque année, c'est épuisant", chuchote-t-on au Pavillon. "On avait besoin de faire un break". »

Si je peux aisément comprendre que l'organisation du Carnaval soit très lourde et épuisante pour les services communaux et le personnel du pavillon, je pense que le « problème » n'a pas été résolu dans le bon sens.

Plutôt que de supprimer purement et simplement ce que je considère être comme un évènement central de la vie communale, pourquoi ne pas secourir les services qui ne peuvent plus assumer à eux seuls une telle organisation ?

C'est avant tout une décision politique de n'avoir pas choisi de renforcer les forces existantes.

Messieurs et Mesdames les membres du Collège,

- Pourquoi le choix d'un renfort matériel et humain n'a pas été l'option du Collège ?
- Une version du Carnaval plus « light » pour les services n'aurait-elle pas pu être envisagée ?
- Cette décision risque-t-elle de se répéter à l'avenir, aurons-nous à Auderghem une biennale du Carnaval ?
- Cette décision ne souligne-t-elle pas la carence du personnel en place pour ces services?

Je vous remercie pour vos réponses.

Muriel Koch

Réponse de Madame Jeannine Crucifix, échevin

Pour commencer, je tiens à retracer la genèse du projet « Carnaval à Auderghem » porté par le service Cohésion sociale et l'ASBL « Le Pavillon ». Le carnaval vous le dites bien est un moment de rencontre, de faire la fête mais surtout de cohésion sociale. Le Pavillon de par ses missions de cohésion sociale avait initié un tel moment de rencontre afin de favoriser la cohésion, retracer un peu de notre histoire communale et surtout mettre en valeur notre identité.

Après 8 ans, le carnaval a pris de plus en plus de place et de temps tant pour l'organisation que pour sa réalisation. Deux évènements communautaires d'envergure marquaient le temps dans l'année et surtout également la gestion du quotidien de la structure du Pavillon et de la Maison des jeunes d'Auderghem..

Le pavillon a été contraint de par ses missions d'accueil des personnes en grandes fragilités existentielles de faire évoluer le projet initial en lui ajoutant un outil supplémentaire qui est la halte- garderie afin de répondre au mieux aux problèmes identifiés tant à Auderghem, que dans la région bruxelloise.

Le travail réalisé et finalisé permet aujourd'hui à 12 enfants de trouver une place d'accueil temporaire. afin de permettre à leur parent de s'en séparer un temps soit pour poursuivre les cours d'alphabétisation, soit de rechercher de l'emploi ou simplement souffler.

Le break réalisé cette année pour la réalisation du carnaval est la conséquence d'un choix du Pavillon et de la MJA de travailler sur l'Identité tant avec les adultes qu'avec les jeunes des structures. L'idée est de donner la parole aux jeunes et moins jeunes à partir d'où ils sont aujourd'hui et de travailler leurs représentations pour leur permettre d'aller plus loin et de mieux appréhender la complexité du monde pour y trouver une place reconnue et valorisante. Les thématiques du projet 2016-2017 portés à Bruxelles sont : l'identité-citoyenneté et l'interculturalité.

Tous ces projets auront un aboutissement lors de la fête de la jeunesse qui tournera autour de ces thématiques qui se déroulera sur deux jours au lieu d'une journée et tous seront associés tant à sa réalisation qu'à sa participation.

De plus cette année, envisager un tel évènement avec le niveau d'alerte qui reste élevé dans la Région , cela allait mobiliser un tel dispositif sécuritaire qu'il était sage de repenser l'élaboration des deux évènements .

Le carnaval et la fête de la jeunesse se dérouleront en alternance dans les prochaines années et resteront des projets de cohésion sociale.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Vraag van Mevrouw Muriel Koch, Gemeenteraadslid (cdH+)

Betreft: Afschaffing van de uitgave 2016 van de Carnaval van Oudergem

Heer burgemeester,

Dames en heren schepenen

Waarde collega's,

De Oudergemnaren hadden nu al heel wat jaren het genoeg te kunnen deelnemen aan wat voor hen de jaarlijkse grote gebeurtenis van de gemeente is: hun Carnaval.

Carnaval is het orgelpunt van het folkloreleven in onze contreien. Zowel in het noorden en het zuiden van het land als in Brussel maakt de volkstraditie die hij vertegenwoordigt de trots van onze medeburgers uit.

Carnaval is ook een onderdeel, een aansporing tot feesten en een zeker vermogen om met onszelf te lachen.

Sinds 2008, was er weer een carnaval in Oudergem.

Ik zeg «was» want, uit een kort berichtje in het gemeentelijke inlichtingenblad heb ik vernomen dat hij dit jaar niet zou doorgaan. Ik citeer:

« De organisatoren van het Pavillon en van de Dienst Sociale Cohesie concentreren liever hun energie op het Feest van de Jeugd. »Elk jaar twee grote gebeurtenissen

organiseren is een uitputtingsslag” murmelt men in het Pavillon. “Wij hadden een pauze nodig”. »

Als ik al gemakkelijk kan begrijpen dat de organisatie van de carnaval een zeer zware en uitputtende taak is, voor de gemeentediensten en het personeel van het pavillon, toch denk ik dat het «probleem » niet in de goede zin opgelost werd.

Eerder dan gewoon wat ik als een centrale gebeurtenis in het leven van de gemeente beschouw af te schaffen, waarom geen hulp bieden aan de diensten die een dergelijke organisatie alleen niet meer aankunnen?

Het is bovenal een politieke beslissing er niet voor gekozen te hebben de bestaande krachten te versterken.

Dames en heren van het college,

Waarom heeft het college er niet voor gekozen materiële en menselijke versterking te bieden?

Had er geen “lichtere” versie van de carnaval voor de diensten kunnen overwogen worden?

Gaat deze beslissing in de toekomst herhaald worden, krijgen wij in Oudergem een tweejaarlijkse carnaval?

Onderstreept deze beslissing niet het gebrek aan personeel dat voor die diensten instaat?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Muriel Koch

Antwoord van mevrouw Jeannine Crucifix, schepen

Om het beginnen wil ik het ontstaan van het project « Carnaval te Oudergem » natrekken, dat gedragen werd door de Dienst Sociale Cohesie en de vzw « Le Pavillon ». Zoals u wel degelijk zegt is carnaval een ogenblik van ontmoeting, van feesten, maar vooral van sociale cohesie.

Door zijn opdracht van sociale cohesie had «Le Pavillon» een dergelijk ontmoetingsogenblik opgezet, om de cohesie te bevorderen, enigszins de geschiedenis van onze gemeente na te trekken en vooral onze identiteit te belichten.

Acht jaar later neemt de carnaval steeds meer plaats en tijd in, zowel voor de organisatie als voor de invulling ervan. Twee grote gemeentelijke gebeurtenissen stipten de tijd in het jaar aan, maar dat was vooral ook het geval met het dagelijkse beheer van de structuur van “Le Pavillon” en van het Jeugdhuis van Oudergem.

“Le pavillon », werd door zijn opdrachten van onthaal van existentieel zeer kwetsbare personen gedwongen het oorspronkelijke project te laten evolueren door er een bijkomend instrument aan toe te voegen in de vorm van een kortstondige opvang om een zo goed mogelijk antwoord te bieden aan problemen die zowel in Oudergem als in het Brusselse Gewest waargenomen werden

Het uitgevoerde en beëindigde werk laat nu toe aan 12 kinderen een tijdelijke opvangplaats te verzekeren, om hun ouders de mogelijkheid te bieden ze een zekere tijd te achter te laten, om alfabetisering leergangen te volgen, werk te vinden of gewoon even uit te blazen.

De dit jaar ingevoerde pauze in de verwezenlijking van de carnaval is het gevolg van

een keuze van « Le Pavillon » en van het Jeugdhuis van Oudergem om aan de identiteit te werken, zowel met volwassenen als met de jongeren van de structuren. Het is de bedoeling, jongeren en minder jongeren het woord te verlenen van waar zij vandaag staan en hun voorstellingen te bewerken om hun toe te laten verder te gaan en beter de complexiteit van de wereld te vatten om er een erkende en opwaarderende plaats te vinden. De thema's van het te Brussel gedragen project 2016-2017: identiteit, burgerschap en interculturaliteit.

Al die projecten zullen ons naar het feest van de jeugd voeren, dat dit jaar rond die thema's zal gaan en dat in plaats van één dag twee dagen zal duren en iedereen zal betrokken worden bij zowel de verwezenlijking ervan als de deelname eraan.

Bovendien zou dit jaar een dergelijke gebeurtenis voorzien, met het alarmniveau dat hoog blijft in het Gewest, een zo grote veiligheidsvoorziening genoodzaakt hebben, dat het wijs was de uitwerking van de beide gebeurtenissen even te herbekijken.

Carnaval en het feest van de jeugd zullen de komende jaren afwisselend doorgaan en blijven sociale cohesie projecten.

De Raad neemt akte.

03.03.2016/A/0012 **Secrétariat**

**Question orale de Mesdames Véronique Jamouille et Vanessa Rigodanzo,
conseillères communales (PS)**

Le point est reporté.

Secretariaat

**Vraag van de Dames Véronique Jamouille en Vanessa Rigodanzo,
Gemeenteraadsleden (PS)**

Het punt wordt verdaagd.

Levée de la séance à 22:00
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

